

Compte rendu de l'audience du 17 mai 2018 à la direction

Le jeudi 17 mai, les agents de la DDFIP 92 étaient appelés à la grève par les délégués de service réunis le 2 mai avec les sections CGT et FO. Le centre des Finances Publiques d'Issy-les-Moulineaux était fermé. La grève était également suivie dans les CFP de Vanves, Boulogne et Nanterre. Le tract intersyndical CGT, FO et Solidaires à destination du public a été distribué devant les centres d'Issy, Sèvres, Nanterre Tivoli, Clichy et devant le Centre Administratif Départemental. Le Parisien dans son édition 92 du lendemain a rendu compte de cette journée.

L'après-midi une délégation de représentants de sites avec les sections CGT, FO et Solidaires était reçue à la direction à Nanterre. Les situations et revendications des services ont été abordées.

Issy-les-Moulineaux : les représentants d'Issy ont rappelé que les collègues du site ont massivement fait grève **d'abord pour manifester leur opposition aux décisions de la DDFIP 92 et leur plein et total soutien aux revendications portées par les syndicats dans le département.** Ils ont rappelé qu'ils étaient les représentants, non syndiqués ou syndiqués, mandatés par leurs collègues pour parler en leur nom à la direction. A ce titre ils ont vivement critiqué la philosophie de la gestion qui anime la Direction Générale et son émanation départementale, notamment sur la fin programmée des SIP due au prélèvement à la source et à la disparition progressive de la TH. La perte de missions associée à la privatisation de certaines d'entre elles (aide à la télédéclaration par la Poste) est aussi source de vive inquiétude de la part des collègues.

Issy Trésorerie : l'annonce du transfert de la gestion de neuf Ehpad sur le site d'Issy (qui en gère déjà deux) au 1er septembre 2019 a suscité une très forte inquiétude au sein de la Trésorerie Municipale d'Issy-Vanves.

Les questions suivantes ont été posées :

Combien d'agents rejoindront-ils le service, sur quels critères, seront ils formés et y aura-t-il des collègues qui connaissent les dossiers? D'autant plus que la collègue référente est promue au 1er septembre prochain.

Comment la DGFIP conçoit-elle l'accompagnement de cette gestion très lourde nécessitant une technicité certaine (recouvrement, dépense, paye, gestion des hébergés)?

Qu'est-il prévu concernant l'encadrement, les équipiers de renfort ?

La dématérialisation est-elle d'actualité sur tous les Ehpad?

Les réunions partenariales seront difficiles à organiser avec un risque de dégradation des liens entre la Trésorerie et les Ehpad.

Réponses de la direction : nous en sommes au stade débutant avec un calendrier institutionnel à suivre. Le site d'Issy conserve le communal. Cette gestion spécifique engendre un regroupement sur un poste et le choix d'Issy est dû à sa plus grosse concentration d'Ehpads gérés.

11 emplois sont prévus à venir sur Issy, avec un souhait d'un cadre en plus . Il n'y a aucune garantie de transfert des agents des autres sites qui ont le choix de suivre ou de ne pas suivre les emplois transférés.

Service des Impôts des Particuliers d'Issy : les délégués ont porté devant la direction leurs réserves quant à l'organisation de l'accueil pendant la campagne Impôt sur le revenu au SIP d'Issy. En effet, l'accueil primaire et secondaire se fait uniquement par des agents, ce qui augmente leur charge d'accueil et ralentit leur travail habituel de campagne (saisie des déclarations, réponses aux mails). Certains agents cumulent également l'accueil traditionnel avec un nouvel accueil d'aide à la télédéclaration qui se révèle parfois long et fastidieux.

La direction a répondu que cette organisation dépendait du chef du service, qu'il s'agissait d'une expérimentation et que les critiques, portant notamment sur le poste de référent dédié aux contrôleurs, seraient examinées en concertation entre la direction et le chef de service.

La délégation a enfin demandé une confirmation concernant l'arrivée d'un adjoint fiscalité à Issy et une information pour l'arrivée de la Trésorerie de Clamart au 1er janvier 2019.

La direction a confirmé l'arrivée d'un adjoint fiscalité au 1er septembre 2018 et l'affectation d'agents sur le site d'Issy afin de compenser la non venue des collègues de la Trésorerie de Clamart qui ont fait le choix de ne pas suivre ce transfert.

Nanterre trésorerie Amendes: la délégation a une nouvelle fois mis en avant la situation de sous-effectif lourd et chronique de la trésorerie. Elle a demandé l'affectation d'agents sur les postes vacants et l'attribution de vacataires pour le traitement du courrier. La direction n'est pas opposée à l'affectation d'un vacataire et en attend la demande de la part du chef de service. Il a été demandé également la possibilité de faire appel à un « service civique ». La direction déclare ne pas avoir de visibilité sur ce point. La délégation a rappelé la nécessité de renforcer en agents titulaires de ce service qui voit sa charge de travail augmenter sensiblement avec le déploiement des nouveaux dispositifs de taxation des automobilistes (Forfaits Post Stationnement et contrôles radars privatisés).

SIP de Nanterre-Rueil : les difficultés à obtenir les petites fournitures et l'insuffisance persistante en mopieurs ont été soulignées. La direction propose qu'il soit procédé à un recensement des besoins.

Elle s'engage à ce que tous les fauteuils usagés soient remplacés. Les demandes d'un deuxième écran seront satisfaites.

La délégation a fait part de la nécessité d'un terminal de paiement CB supplémentaire et de la mise en place d'une sous-caisse pour rendre la monnaie et valider l'attestation d'encaissement dès le paiement. La direction va étudier ces sujets.

Les agents constatent que si la caisse ferme à 12h, dans les faits l'accueil finit parfois après 13 heures. L'après-midi il n'est pas rare que l'accueil se termine à 18h30. La direction s'est engagée à étudier les possibilités de faire respecter les horaires de fin d'ouverture au public.

Nanterre Hypothèques : la délégation a évoqué les problèmes recensés par les agents : les soucis quasi quotidiens avec Fidji qui rame très souvent en fin de matinée ; Téléactes qui est loin d'être opérationnel en continu ; le sous-effectif et le travail en flux tendu qui en résulte ; l'impact de la fusion avec le pôle enregistrement dans le cas du SPFE entraînant une très grande quantité de chèques à gérer chaque jour.

Conséquence : le délai de publication ne cesse de s'allonger dans les trois bureaux et des collègues se retrouvent en situation de souffrance. La direction renvoie au CHS et déclare être consciente des problèmes en matière d'applications et d'effectifs, sans autre précision.

Nanterre Service des Impôts des Entreprises : les agents demandent la garantie à la direction qu'il n'y ait aucune suppression d'emploi dans le SIE fusionné. La direction répond que la fusion n'est pas corrélée à la suppression d'emplois. Mais elle se déclare dans l'impossibilité de prendre un engagement sachant que le plan « emploi » (comprendre : suppressions d'emplois) 2019 risque d'être particulièrement volumineux.

Pôle Evaluation Domaniale : un seul mopieur est affecté au service. En cas de panne, le service est très affecté. Un deuxième mopieur a été demandé.

Sèvres : La direction a indiqué que l'EDR resterait en renfort à l'accueil. La délégation a cité la note DG qui prévoit le transfert du CSP vers les PCRP et la disparition des cellules dédiées dans les SIP.

Nanterre Direction : Service dépense de l'Etat : Les collègues demandent à ce que la mutation d'un agent C en mars dernier soit remplacée et qu'un chef de service soit affecté. La direction a répondu que le poste A est pourvu mais l'agent a été déplacé sur un autre poste par le directeur de pôle.

Colombes SIE : Le sous-effectif risque de perdurer au-delà du 1^{er} septembre. La direction déclare connaître la situation et s'efforcer d'y répondre par l'allocation des moyens en EDR.

La délégation a insisté sur le fait que ce 17 mai quelque chose de nouveau s'était produit dans le département. Les agents ont commencé à prendre leurs affaires en main, à établir les revendications et à décider la grève pour les faire aboutir. Sur le site d'Issy la grève massive du SIP a entraîné la fermeture du centre.

Le tract au public a reçu un accueil très favorable de la part des usagers. Des dizaines de signatures de soutien aux revendications (arrêt des suppressions d'emplois et des fermetures de services, abandon du prélèvement à la source) ont été recueillies.

La direction a commencé à donner des réponses mais elles ne sont pas satisfaisantes car il y a des questions incontournables de moyens humains. Les services sont arrivés au bout. Ils sont délibérément placés en situation de stress pour préparer les prochaines suppressions d'emplois.

La journée du 17 mai constitue un coup de semonce.

Au moment où de nouvelles fermetures de services sont annoncées dans le département (disparition de la trésorerie 92 Habitat, des trésoreries municipales de Neuilly et Saint-Cloud, regroupement de la gestion des établissements de santé...), alors que s'élaborent les notes de cadrages des ministères pour 2019 visant à une austérité accrue, que le gouvernement s'apprête à rendre publiques les préconisations du comité Action Publique 2022, ceux qui veulent démanteler le service public fiscal, foncier et comptable doivent savoir qu'ils rencontreront la riposte unie des agents avec leurs organisations et le soutien des usagers.

La délégation appelle tous les agents à débattre sur la base de ce compte rendu, à poursuivre l'établissement partout des revendications et à désigner sur chaque site leurs délégués afin de décider ensemble dans l'unité avec les organisations syndicales des suites à donner à l'action.

En fonction des remontées des sites et compte tenu des développements nationaux, le collectif de délégués, avec les sections syndicales, constitué dans la préparation du 17, sera à même de convoquer une nouvelle réunion.